

George Bush appelle à soutenir la démocratie au Moyen-Orient

19 septembre 2006 – De l'Iran à l'Iraq en passant par le Liban, la Palestine et la Syrie, le président des Etats-Unis, George Bush, a centré son intervention à l'Assemblée générale sur la diffusion de la démocratie au Moyen-Orient, avant d'annoncer la nomination d'un envoyé spécial présidentiel sur le « génocide » au Darfour.

Le président américain a évoqué à l'aube du XXIème siècle, « la grande lutte idéologique entre ceux qui utilisent le terrorisme comme une arme pour semer la peur et les modérés qui agissent en faveur de la paix » avant de lancer un appel aux peuples du « Moyen-Orient au sens large ».

« Certains changements se produisent lentement mais ils sont réels », a-t-il estimé.

Il a cité l'Algérie qui a tenu sa première élection démocratique, les Emirats arabes unis qui ont annoncé que la moitié des sièges au Conseil national seraient élus, les élections accueillant pour la première fois des femmes au Koweït, les élections municipales en Arabie saoudite et les élections parlementaires en Jordanie, et à Bahreïn ainsi que des élections multipartites au Yémen et en Egypte.

« Certains affirment que les changements démocratiques déstabilisent le Moyen-Orient. Cela repose sur une présomption fausse, qui est que la région était stable auparavant », a-t-il estimé, affirmant que « cette stabilité était un mirage » et que la des décennies de répression avait attisé l'extrémisme.

George Bush a dénoncé l'idée selon laquelle « l'Occident serait engagé dans une guerre contre l'Islam ». « Nous respectons l'Islam mais nous protégerons notre populations contre ceux qui pervertissent l'Islam pour semer la terreur et la destruction », a-t-il souligné.

A propos de l'Iraq, il a promis un soutien au programme de réformes, notamment au Pacte des Nations Unies pour l'Iraq, à la formation des forces de sécurité. Il s'est aussi engagé à « ne pas abandonner l'avenir du pays aux terroristes et aux extrémistes ».

A l'Afghanistan, il a affirmé que les Etats-Unis « resteraient à ses côtés pour défendre ses acquis démocratiques ».

S'adressant au peuple du Liban, il a salué le « courage » face aux manifestations qui ont permis le retrait de la Syrie. Il a indiqué qu'il soutiendrait les efforts pour reconstruire le pays après le récent conflit et, en référence au Hezbollah, pour régler la question des « extrémistes armés qui sapent la démocratie en agissant comme un Etat dans l'Etat ».

« Au peuple iranien, les Etats-Unis respectent votre pays, votre riche histoire et vos nombreuses contributions à la civilisation », a dit le président Bush, ajoutant « qu'il méritait une chance de déterminer son propre avenir ».

« Nous attendons le jour où vous pourrez vivre dans la liberté et où les Etats-Unis et l'Iran seront de bons amis et d'étroits partenaires en faveur de la paix », a-t-il affirmé.

« Le plus grand obstacle à cet avenir est que vos dirigeants ont choisi de vous priver de la liberté et d'utiliser les ressources du pays pour financer le terrorisme, alimenter l'extrémisme et chercher à obtenir des armes nucléaires », a-t-il ajouté.

Rappelant la « résolution claire » du Conseil de sécurité sur l'Iran ([dépêche](#) du 31.07.06), le président américain a réitéré son appel à ce que le pays « abandonne son ambition d'obtenir des armes atomiques ». « Malgré ce que vous dit le régime, nous n'avons pas de réticence à ce que l'Iran poursuive un programme nucléaire véritablement pacifique », a-t-il dit, rappelant que son pays « travaillait à une solution diplomatique à cette crise ».

Au peuple syrien, George Bush a indiqué que le régime, en agissant par son soutien au Hezbollah comme « instrument de l'Iran », isolait le pays.

Enfin, sur la « Terre sainte » et le conflit israélo-palestinien, George Bush a réitéré son soutien à la création d'un Etat palestinien démocratique viable, vivant en paix aux côtés d'Israël, appelant les dirigeants du Hamas à choisir la paix.

Le président des Etats-Unis s'est ensuite tourné sur le Soudan vers le peuple du Darfour, rappelant que son pays avait choisi « d'appeler les atrocités qui y étaient commises de leur nom véritable, celui de génocide ».

George Bush a annoncé qu'il avait décidé de nommer un Envoyé présidentiel spécial, l'ancien administrateur d'USAID, Andrew Natsios, afin de mener les efforts des Etats-Unis pour rétablir la paix dans le pays.

« De Beyrouth à Bagdad, les peuples de la région font le choix de la liberté », a-t-il conclu appelant les Etats Membres réunis à New York à choisir « le camp des modérés et des réformateurs ».